

Direction de l'Administration  
Communale et de l'Environnement

4ème Bureau

n° 79- 28  
Dossier C.1061 bis/13

ARRETE

YA.NSW

autorisant la Société des Carrières LOMBARDI à se substituer  
à la Société DURANCE CONCASSAGE pour l'exploitation  
d'une carrière à Saint-Martin-de-Crau

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE-D'AZUR,  
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR,

Vu le Code Minier et notamment son article 106 et la loi n° 70-1 du  
2 janvier 1970,

Vu le décret n° 71-792 du 20 septembre 1971, relatif aux autorisations  
de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement, à leur retrait  
et aux renonciations à celles-ci, et notamment son article 17,

Vu la demande en date du 29 mai 1979, complétée le 8 août 1979 par  
laquelle M. Maurice LOMBARDI, gérant, de nationalité française, domicilié  
28, avenue Victor Hugo à Aix-en-Provence, agissant au nom et pour le compte  
de la S.A.R.L. Société des Carrières LOMBARDI, dont le siège social est  
quartier "Sous le Crêt" à Bouc-Bel-Air, sollicite l'autorisation d'exploiter  
une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de Saint-Martin-  
de-Crau, au lieu-dit "la Ménudelle", aux lieu et place de la Société  
DURANCE CONCASSAGE,

Vu les renseignements joints à la demande précitée,

Vu l'arrêté préfectoral n° 78-4 en date du 27 février 1978 autorisant  
la Société DURANCE CONCASSAGE à exploiter une carrière à ciel ouvert sur le  
territoire de la commune de Saint-Martin-de-Crau, au lieu-dit "La Ménudelle",

Vu les avis exprimés lors de l'instruction réglementaire,

Vu le rapport du Directeur Interdépartemental de l'Industrie,  
Sur la proposition du Secrétaire Général des Bouches-du-Rhône,

Arrête

ARTICLE 1er

La Société des Carrières LOMBARDI est autorisée à exploiter une  
carrière à ciel ouvert d'alluvions de Crau sur le territoire de la commune  
de Saint-Martin-de-Crau, au lieu-dit "la Ménudelle", aux lieu et place de  
la Société DURANCE CONCASSAGE dans l'intégralité des droits et obligations  
attachés à l'autorisation d'exploiter accordée à son prédécesseur par  
arrêté préfectoral en date du 27 février 1978.

.../...

## ARTICLE 2

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait en sera publié, aux frais de l'exploitant, dans un journal régional ou local diffusé dans tout le département.

## ARTICLE 3

Le Secrétaire Général des Bouches-du-Rhône, le Sous-Préfet d'Arles, le Maire de Saint-Martin-de-Crau, le Directeur Interdépartemental de l'Industrie, le Directeur Départemental de l'Equipement, le Directeur Départemental de l'Agriculture, l'Architecte des Bâtiments de France et toutes autorités de Police et de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et affiché conformément aux dispositions de l'article 14 du décret n° 71-792 du 20 septembre 1971.

Pour copie conforme  
le Chef de Bureau

Marseille, le - 5 OCT. 1979

POUR LE PRÉFET  
Le Secrétaire Général,



Josiane CHASTRE

Bernard PATAULT

## Destinataires

- M. le Sous-Préfet d'Arles
- M. le Maire de Saint-Martin de Crau
- M. le Directeur Interdépartemental de l'Industrie
- M. le Directeur départemental de l'Agriculture
- M. le Directeur départemental de l'Equipement
- M. l'Architecte Départemental des Bâtiments de France
- "Pour information"